

Unité interdépartementale des deux Savoie  
430, rue Belle Eau  
ZI des Landiers Nord  
73011 Chambéry

Chambéry, le 25 juin 2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 4 mai 2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **GRAND LAC**

1500 Boulevard LEPIC  
73100 Aix-Les-Bains

Références : 20260504-RAP-Inspection-Dechetterie-Entrelacs.odt  
Code AIOT : 0006113098

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 4 mai 2026 de la déchetterie implantée Rue de la Deyse, ZI Entre deux Lacs sur la commune d'Entrelacs (73410). L'inspection a été annoncée le 15/04/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite avait pour objectif de vérifier le respect de certaines dispositions réglementaires concernant les modalités de collecte et de gestion des déchets dangereux et des déchets non dangereux sur la déchetterie d'Entrelacs.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GRAND LAC
- Rue de la Deyse ZI Entre deux Lacs 73410 Entrelacs
- Code AIOT : 0006113098
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site exploité par le Syndicat Interdépartemental de traitement des ordures de l'Albanais a fait l'objet d'une déclaration initiale qui a conduit à la délivrance d'un récépissé en date du 21 mars 2001 visant l'activité 2710 "déchetterie " relevant du régime de la déclaration au titre de la nomenclature des installations classées.

Suite à l'évolution de la nomenclature concernant les déchetteries, la rubrique relative à cette activité « Installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets » a été modifiée par décret du 20 mars 2012.

Par courrier du 4 mars 2013, l'exploitant a demandé le bénéfice des droits acquis conformément aux articles L.513-1 et R. 513-1 du code de l'environnement. Dans ce cadre, il a déclaré des capacités maximales de stockage de déchets dangereux de 6 tonnes et de déchets non dangereux de 306 m<sup>3</sup>. A cet égard, un récépissé du 4 juin 2013 a notifié le bénéfice des droits acquis selon les déclarations de l'exploitant.

En conséquence, Le site relève dorénavant du régime de la déclaration pour l'activité visée à la rubrique 2710-1 et du régime de l'enregistrement pour l'activité visée à la rubrique 2710-2.

Il est à noter que la société Trialp est mandatée par la Communauté d'agglomération du Grand Lac pour la gestion de la déchetterie d'Entrelacs.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Déchets
- Eau de surface

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle        | Référence réglementaire                         | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées    | Proposition de délais |
|----|--------------------------|-------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 2  | Dispositions de sécurité | Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 21    | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective | 6 mois                |
| 5  | Vanne d'isolement        | Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 29-IV |                                                                     | 3 mois                |

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle        | Référence réglementaire                            |
|----|--------------------------|----------------------------------------------------|
| 1  | Dispositions de sécurité | Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 16       |
| 3  | Exploitation             | Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 21 et 25 |
| 4  | Exploitation             | Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 27       |
| 6  | Rejets                   | Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 38       |
| 7  | Déchets dangereux        | Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 7.3      |
| 8  | Déchets dangereux        | Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 7.4      |

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a annoncé que les activités de la déchetterie n'ont pas évolué et que les volumes déclarés en 2013 restent d'actualité. La visite du site a permis de constater le respect de la nature des activités exercées et du volume de déchets entreposés.

L'installation est globalement bien gérée, l'exploitant et l'entreprise en charge de la gestion du site ont une bonne connaissance des dispositions réglementaires applicables à l'activité de déchetterie.

Toutefois, la visite d'inspection a permis de mettre en évidence les points de non-conformités pour lesquels l'inspection des installations classées demande à l'exploitant d'engager les actions suivantes :

- **Point de contrôle n°2 - Dispositions de sécurité** – justifier et le cas échéant mettre en œuvre les mesures correctives nécessaires afin de disposer pour le site de la déchetterie d'Entrelacs d'une

défense extérieure incendie permettant de fournir un débit minimal de 60 m<sup>3</sup>/h pendant deux heures selon les dispositions de l'article 21 l'arrêté ministériel du 26 mars 2012.

- **Point de contrôle n°5 – Vanne d'isolement** - programmer des exercices incendie ou incident mettant en œuvre la procédure en cas de sinistre et le cas échéant l'adapter suite aux retours d'expériences.

Transmettre tout justificatif attestant de la réalisation d'un tel exercice sous le délai de 3 mois à l'inspection des installations classées.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Dispositions de sécurité

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 16                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Thème(s) :</b> Autre, Accessibilité.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>La voirie d'accès est aménagée en fonction de la fréquentation de pointe escomptée, afin de ne pas perturber la circulation sur la voie publique attenante.<br>Au besoin, un panneau indiquant la limitation de vitesse à l'intérieur de l'installation est apposée à l'entrée du site.<br>Les bâtiments et les aires de stockage doivent être accessibles pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Ils sont desservis, sur au moins une face, par une voie-engin. En cas de local fermé, une des façades est équipée d'ouvrant permettant le passage de sauveteur équipé.<br>Si une plate-forme de déchargement des véhicules est utilisée par le public, elle est équipée de dispositifs destinés à éviter la chute d'un véhicule en cas de fausse manœuvre. Les voies de circulation sont suffisamment large afin de permettre une manœuvre aisée de tous les véhicules autorisés. |
| <b>Constats :</b><br><br>L'accès au site est restreint par une barrière qui permet au gardien de réguler l'accès des véhicules sur l'installation selon la fréquentation. Les aires de déchargement sont situées en dehors de la voie de circulation. Les quais de déchargement ainsi que la voie d'accès au quai haut sont équipés de bordures bétonnées pour éviter la chute des véhicules en cas de fausse manœuvre.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |

### N° 2 : Dispositions de sécurité

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 21                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;</li><li>- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 10 ;</li><li>- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de</li></ul> |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60m<sup>3</sup>/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ;</p> <p>- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.</p> <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel.</p> <p>L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Un poteau incendie (n° 152) est implanté à moins de 100 mètres de la déchetterie et des extincteurs sont répartis dans les locaux du site. L'exploitant a transmis par courriel du 19 mai 2026 le procès verbal d'essai du poteau d'incendie qui met en évidence que l'appareil a un débit de 49 m<sup>3</sup>/h.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Le site doit disposer d'une défense extérieure incendie de 60 m<sup>3</sup>/h pendant deux heures selon les dispositions de l'article 21 l'arrêté ministériel du 26 mars 2012. En conséquence, l'exploitant doit s'assurer de la disponibilité de ce débit en justifiant de la présence d'un deuxième poteau d'incendie situé à moins de 100 mètres de la déchetterie ou de l'implantation sur le site d'une réserve d'eau. Ces moyens d'extinction incendie devront permettre à minima de compenser le manque de débit du poteau d'incendie n° 152 et de volume nécessaire au respect des dispositions réglementaires.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 6 mois</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |

### N° 3 : Exploitation

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 21 et 25</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <p><b>Thème(s) :</b> Autre, Vérification périodique et maintenance des équipements</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.</p> |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Constats :</b></p> <p>La vérification des installations électriques est réalisée chaque année. L'exploitant a présenté le rapport de la dernière intervention de DEKRA datée du 30 juillet 2025. Ce rapport atteste de la conformité des installations.</p> <p>Il a été également présenté le rapport de vérification des extincteurs dont la dernière intervention a été réalisée le 29 juillet 2025. Lors de la visite du site, des contrôles aléatoires ont été réalisés sur les extincteurs pour vérifier le plombage et le marquage confirmant la réalisation de cette maintenance. Ces rapports n'appellent pas d'observation de la part de l'inspection des installations classées.</p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |

#### N° 4 : Exploitation

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 27</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des chutes et collisions</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les piétons circulent de manière sécurisée entre chaque zones possibles de dépôts de déchets.</p> <p>I. - Lorsque le quai de déchargement des déchets est en hauteur, un dispositif anti-chute adapté est installé tout le long de la zone de déchargement. Sur les autres parties hautes du site, comme la voie d'accès à la zone de déchargement, un dispositif est mis en place afin d'éviter notamment la chute de véhicules en contre bas.</p> <p>Des panneaux signalant le risque de chutes sont affichés à divers endroits de ces zones. La partie basse du quai, où sont manipulés les contenants, est strictement réservée aux personnels de service. Un affichage visible interdit cette zone aux usagers.</p> <p>II. - Les locaux, voies de circulation et aires de stationnement sont exempts de tout encombrement gênant la circulation des véhicules ou des piétons. L'éclairage est adapté au déchargement des déchets.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Le site dispose d'un quai haut, accessible aux usagers, pour la dépose des déchets dans les bennes situées au quai bas.</p> <p>L'ensemble du quai haut est sécurisé et comporte notamment des garde-corps prévenant les risques de chute des usagers et des bordures bétonnées pour éviter le basculement des véhicules en cas de fausse manœuvre.</p> <p>Il a été relevé sur certaines aires de déchargement la présence de bavettes métalliques rabattables déformées. A cet égard, l'exploitant a justifié de la commande de nouvelles bavettes qui seront remplacées prochainement.</p> <p>Le site dispose de candélabres pour l'éclairage du site durant les périodes nocturnes.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |

#### N° 5 : Vanne d'isolement

|                                                                                                                                                                                                                                                            |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 29-IV</p>                                                                                                                                                                    |
| <p><b>Thème(s) :</b> Autre, Stockage rétention.</p>                                                                                                                                                                                                        |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>IV. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient</p> |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.<br/>[...]</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Le réseau de collecte des eaux pluviales dispose d'une vanne d'isolement située avant le séparateur d'hydrocarbure.</p> <p>Lors de l'exercice, il a été constaté que l'opérateur de déchetterie ne maîtrisait pas la mise en œuvre de la procédure d'isolement du site en cas de sinistre. Notamment, il n'est pas mis à disposition, et formalisé sur la consigne, l'outil permettant d'ouvrir le regard afin d'avoir accès à la vanne.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a convenu que ce type d'exercice n'était pas réalisé régulièrement.</p> <p>Par courriel du 12 juin 2026, l'exploitant a transmis le mode opératoire formalisant la procédure de fermeture de la vanne d'isolement mise à jour.</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'exploitant doit programmer des exercices incendie ou incident mettant en œuvre la procédure en cas de sinistre et le cas échéant l'adapter suite aux retours d'expériences.</li> <li>• A cet égard, un justificatif attestant de la réalisation d'un tel exercice doit être transmis à l'inspection des installations classées.</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |

#### N° 6 : Rejets

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 38</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des rejets.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le cas échéant, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses rejets dans l'eau définissant la périodicité et la nature des contrôles. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais.</p> <p>Au moins une fois par an, les mesures prévues par le programme de surveillance sont effectuées par un organisme agréé choisi en accord avec l'inspection des installations classées. Dans tous les cas, une mesure des concentrations des valeurs de rejet visées à l'article 35 est effectuée tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement de l'installation et constitué soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure. Si le débit estimé à partir des consommations est supérieur à 10 m<sup>3</sup>/j, l'exploitant effectue également une mesure en continu de ce débit.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté l'analyse des rejets aqueux de son site prélevés le 17 avril 2026. Les eaux pluviales sont traitées par un séparateur d'hydrocarbures avant le rejet dans le milieu naturel via un fossé. Le rapport montre que les rejets sont conformes aux dispositions de l'arrêté ministériel.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |

## N° 7 : Déchets dangereux

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 7.3                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Thème(s) :</b> Autre, Local de stockage                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Prescription contrôlée :</b> <p>A l'exclusion des huiles, des lampes, des cartouches d'encre, des déchets d'équipements électriques et électroniques et des piles, les déchets dangereux sont réceptionnés uniquement par le personnel habilité par l'exploitant ou son représentant, qui est chargé de les entreposer dans un local dédié au stockage en tenant compte de la compatibilité et de la nature des déchets. Ils ne doivent, en aucun cas, être stockés à même le sol.</p> <p>Les modalités et la nature des apports doivent faire l'objet d'une surveillance par des moyens proportionnés aux risques et à la taille de l'installation. Dans tous les cas, les locaux de déchets dangereux doivent être rendus inaccessibles au public (à l'exception des stockages d'huiles, des lampes, des cartouches d'encre, des déchets d'équipements électriques et électroniques et des piles).</p> <p>Les réceptacles des déchets dangereux doivent comporter, un système d'identification du caractère de danger présenté par le déchet stocké.</p> <p>Les récipients ayant servi à l'apport par le public ne doivent pas être abandonnés en vrac sur les aires de dépôt et de stockage. L'exploitant doit mettre à la disposition du public des conteneurs en vue d'assurer un stockage correct de ces récipients. Tout transvasement, déconditionnement ou traitement de déchets dangereux est interdit, excepté le transvasement des huiles, des piles et des déchets d'équipements électriques (à l'exclusion des lampes qui ne peuvent être transvasées). Tout emballage qui fuit est placé dans un autre emballage approprié. Un stock suffisant d'emballages appropriés pour les emballages fuyards est conservé sur le site.</p> <p>Le dégazage est interdit. Des dispositions sont prises pour empêcher le rejet à l'atmosphère des gaz dangereux et notamment des fluides frigorigènes halogénés, contenus dans les déchets, y compris de façon accidentelle lors de manipulations.</p> |
| <b>Constats :</b> <p>Les DEEE sont déposés sur une aire dédiée. L'opérateur se charge du tri et de l'entreposage de ces déchets dans le conteneur réservé à cet effet.</p> <p>Des bacs étanches sont mis à la disposition des usagers déposant des déchets ménagers spéciaux (déchets liquides, pâteux ou aérosols). L'opérateur de la déchetterie les entrepose dans les bacs adaptés selon la nature des produits et la classification des dangers dans le conteneur verrouillable.</p> <p>Chaque bac est identifié par un pictogramme identifiant la nature des risques associés aux produits. Le conteneur est équipé d'une ventilation naturelle (haute et basse) et le sol du local fait office de rétention. Les consignes de tri sont affichées dans le local pour le gardien.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |

## N° 8 : Déchets dangereux

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 7.4                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Thème(s) :</b> Autre, Stockage des huiles                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les huiles minérales ou synthétiques sont stockées dans des contenants spécifiques réservés à cet effet. Ils sont stockés à l'abri des intempéries et disposent d'une cuvette de rétention étanche.</p> <p>Une information sur les risques encourus et sur le mode opératoire de déversement, notamment sur</p> |

l'interdiction formelle de mélange des types d'huile, est clairement affichée à proximité du conteneur. La borne est protégée contre les risques de choc avec un véhicule. La jauge de niveau est facilement repérable et le taux de remplissage est régulièrement contrôlé. Un absorbant est stocké à proximité de la borne. En cas de déversement accidentel, il est immédiatement utilisé et traité comme un déchet dangereux.

**Constats :**

Un collecteur d'huiles usagées constitué d'une double cuve, d'une jauge de niveau de remplissage et d'une protection contre les intempéries est signalé pour le dépôt des huiles minérales.

Sous un abri, des seaux avec couvercles sont mis à disposition pour le dépôt des huiles végétales.

Les deux zones de dépôt sont distinctes et clairement signalées.

À proximité de ces emplacements une réserve d'absorbant est disponible en cas de déversement accidentel sur le sol.

**Type de suites proposées :** Sans suite